PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS!

VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

0,50 F

MARDI 21 MARS 1967 — N° 78

LA GREVE DES MENSUELS DE St NAZAIRE

(voir page 4)

LE DÉVELOPPEMENT DES MOUVEMENTS GRÉVISTES

LE TROISIEME TOUR DES ELECTIONS

LE mouvement gréviste s'étend en province. A l'Ouest les mensuels de St-Nazaire, Chantiers Navals et Sud-Aviation sont en lutte pour la parité de leurs salaires avec ceux de Paris. A l'Est la Rhodiacéta à Besançon est en grève depuis trois semaines contre les baisses de salaires provoquées par des réductions d'horaires. La Rhodiacéta de Lyon suit le mouvement. A Lyon encore les usines Berliet sont en grève. La direction a lock-outé le personnel et fait occuper l'usine par les C.R.S. dont les effectifs sont évalués à 4.000 hommes.

Si ces mouvements sont les plus marquants et aussi les plus durs il y a actuellement en France de nombreux autres mouvements partiels ou totaux qui indiquent que le mécontentement s'exprime de plus en plus de façon active.

Les viticulteurs du Midi eux aussi mènent une action brutale que des éléments d'extrême droite essaient de canaliser à leur profit, mais qui n'en traduit pas moins un mécontentement profond et une grande combativité.

Les résultats des élections législatives reflétant un succès plus spectaculaire que réel de la « gauche » ont donné une nouvelle vigueur aux militants de base des syndicats et le profond mécontentement qui s'est partiellement vérifié dans le résultat des élections prend un caractère plus actif dans de nombreux secteurs.

Quelle sera l'attitude des syndicats et des partis dits de gauche ? Au niveau des cadres moyens le vent est plutôt à l'offensive mais au niveau des Directions on se tait. Attendre et voir ! Tant que le mouvement reste localisé et contrôlé, les « dirigeants » ne s'opposent pas. Mais ils ne font rien non plus pour donner confiance aux travailleurs et les amener à une offensive plus résolue. Là où il n'y a pas de mouvements non seulement rien n'est fait pour élargir la lutte, mais même la solidarité et la simple information sont inexistantes.

La Fédération de la gauche ne manque aucune occasion de bien préciser qu'elle ne veut pas soutenir des revendications « démagogiques », évitant ainsi de faire des promesses que les travailleurs pourraient, en intensifiant leur lutte, prendre au sérieux.

Et le P.C.F. ne tient pas, du moins pour le moment, à contrarier l'allié électoral qui leur doit des sièges de députés mais à qui il en doit aussi. Le Patronat quant à lui s'inquiète un peu mais compte sur le Pouvoir pour endiguer un mouvement qui lui coûterait cher.

Le gouvernement a son plan et est prêt à lâcher un peu de lest si la classe ouvrière fait pression pour l'y obliger.

Quel est l'enjeu de cette action ? Actuellement, il est assez imprécis. Ce qui est certain c'est que partout la situation devient de moins en moins tolérable. Il y a bien sûr comme toujours le problème des salaires. Mais il y a aussi celui des conditions de travail. C'est d'ailleurs pour cette raison importante que nous avons eu récemment les mouvements des cheminots et que la R.A.T.P. envisage de faire grève à la fin du mois. Dans les entreprises, dans les ateliers, mais aussi dans les bureaux c'est l'intensification du travail pour les uns, les licenciements pour les autres, les brimades et les menaces pour tous. Pour le Patronat il faut augmenter la production en abaissant les prix de revient. Pour cela il faut « couper les branches mortes » et « veiller à l'utilisation du personnel à 100 % », c'est-à-dire en fait, exiger un travail de robot à une cadence infernale. Au bout il y a la fatigue, la maladie, la dépression nerveuse, l'infarctus.

Une nouvelle maîtrise soidisant « dynamique » à l'âme de boy-scout entend réduire les travailleurs en robots au service des machines pour la plus grande prospérité des capitaux de leurs maîtres. Avec des mots nouveaux c'est marche ou crève qu'ils remettent en pratique.

Les travailleurs veulent vivre mieux, avoir davantage de moyens, travailler moins longtemps et moins intensément. Ils n'ont rien à faire des batailles et des victoires du Capital. Les travailleurs de la Rhodiacéta à Besançon et à Lyon, ceux de chez Berliet, de Saint-Nazaire et d'ailleurs ont entamé la lutte qui dit NON au renforcement de l'exploitation.

C'est la voie qu'il faut suivre.

Ce que les élections ne pouvaient donner, notre action peut l'arracher.

(Editorial des Bulletins d'entreprise).

Quand le midi gronde...

LA campagne électorale était à peine terminée qu'a commencé ce qu'un journal du soir a appelé le « troisième tour des élections ». Alors que les usines Berliet à Lyon et d'autres entreprises de la région entraient en lutte, les milieux ruraux du Midi Méditerranéen connaissaient une véritable explosion de colère.

Le jeudi 16 mars trois manifestations de vignerons étaient prévues à Draguignan, Montpellier et Carcassonne. Au total plus de 50.000 viticuleurs se trouvèrent réunis dans ces trois villes, dont plus de la moitié à Montpellier. Si à Montpellier le meeting se déroula sans incidents il n'en est pas de même à Draguignan et surtout à Carcassonne où des heurts violents se produisirent entre les paysans et les forces de police.

A Draguignan 8000 manifestants forcèrent les grilles de la préfecture et firent un autodafé de leurs banderolles, brûlant au passage tous les arbustes du lieu. Mais Carcassonne fut le théâtre des incidents les plus sanglants. Pendant plus de deux heures 25.000 vignerons livrèrent bataille aux CRS. Une voiture de la police

(suite page 4).

A RHODIA-BESANÇON

c'est ainsi qu'on gagne la liberté !

« ICI finit la Liberté » — « Ici commence l'esclavage. » Tels sont les slogans que les travailleurs de la Rhodiacéta à Besançon ont écrit sur les murs de l'usine qu'ils occupent depuis trois semaines.

La grève totale entre dans sa quatrième semaine. Le grève, la vraie a surpris tout le monde par sa vigueur. Les conditions de travail insupportables, des conditions de vie que n'envieraient pas des esclaves, les brimades, les sanctions, une vie de caserne, et par dessus tout ça l'attaque contre les salaires et l'organisation d'un chômage qui ne veut pas dire son nom, « chômage bidon » comme l'ont appelé les grévistes, voilà ce qui a fait déborder le vase. La coupe était trop pleine, Rada, directeur général de la Rhodia-Besançon, et ses maîtres du trust Rhône-Poulenc doivent la boire jusqu'à la lie.

Pour riposter aux mesures envisagées par la direction instaurant un chômage par roulement en invitant les ouvriers qu'elle renvoyait chez eux à prendre soit leurs congés payés, soit leurs repos compensateurs, (9 journées de repos supplémentaires sont données pour compenser le fait de travailler le dimanche. Quand l'usine tourne à plein les ouvriers qui travaillent en continu n'ont qu'un dimanche sur quatre).

Les syndicats, au début, ne proposaient que des débrayages limités, répétés, un peu plus longs que de coutume : 2 heures le dimanche, 2 heures le mercredi ou le jeudi (au lieu de 1 heure le dimanche). Depuis novembre dernier, les travailleurs ont suivi les syndicats dans ce genre de mouvements (25 débrayages). Mais le samedi 25 février sur proposition de certains militants C.G.T. et C.F.D.T. de l'usine, les ouvriers et employés de l'usine ont transformé le débrayage de 2 heures en grève totale.

Depuis, la grève continue sur sa lancée, parce que les travailleurs n'ont plus le choix, il faut battre l'adversaire. Et aussi parce que les travailleurs de Rhodiacéta à Lyon-Vaise, à Vénissieux et des autres usines du groupe rejoignent ceux de Besançon dans le mouvement, et les renforcent.

Il est certain que les travailleurs de Besançon, malgré tout leur courage, ne peuvent vaincre seuls un des trusts les plus puissants du pays sur des revendications aussi

(Suite page 4.)

Lock-out chez Berliet

(Lyon-Vénissieux)

DEPUIS plusieurs semaines, le service des Expéditions Internationales, soit 200 à 300 personnes sur les 12.000 travailleurs de Berliet, à Vénissieux, menait une lutte solitaire. Mais, la grève de la Rhodiacéta venant sensibiliser l'atmosphère dans toute l'entreprise, le mercredi 14 mars, les syndicats lancèrent un débrayage de deux heures qui était suivi à 90 % par les ouvriers, moins d'ailleurs par les mensuels. Les revendications sont semblables à celles de Rhodiacéta : garantie de l'emploi et des ressources, augmentation des salaires, diminution du temps de travail. La Direction Berliet impose aussi des journées chômées, périodiquement, quelquefois en prévenant seulement l'avant-veille.

L'atmosphère était houleuse et les responsables syndicaux durent détourner les ouvriers des portes directoriales. Au meeting de midi, à la porte B, un commissaire de la police locale voulut passer en voiture à travers la foule. Mal lui en prit car la voiture ressortit avec ses pneus crevés, ses vitres cassées et sans ses phares.

Le lendemain, jeudi, les syndicats décidèrent deux débrayages de deux heures chacun pour que toutes les équipes soient atteintes. En fait, la grève fut presque permanente toute la journée. L'ambiance n'était certes pas à la production et un meeting eut lieu dans l'usine avec la participation de 90 % du personnel. Les responsables syndicaux parlant d'occuper l'usine le lendemain, beaucoup d'ouvriers demandèrent que ce soit fait tout de suite, à quoi

(Suite page 4.)

Après les législatives

SI, comme il était prévisible, la majorité gaulliste a été reconduite à la nouvelle Assemblée, il n'en reste pas moins qu'elle a enregistré un certain recul quant aux sièges obtenus.

Le deuxième tour n'a pas confirmé les espoirs suscités par les résultats du premier tour parmi les candidats de la Ve République. Ainsi, la majorité apparaît, avec le Centre Démocrate, la grande perdante de ces consultations. Alors que le nombre des élus de la Ve République passe de 284 députés à 244, et celui du Centre Démocrate de 42 à 27, les partis de gauche connaissent une nette augmentation de leurs effectifs à l'Assemblée. Le progrès le plus spectaculaire est sans doute celui du P.C. qui passe de 41 élus à 73, mais la F.G.D.S., en passant de 91 sortants à 116 et le P.S.U. qui compte dorénavant 4 députés au lieu d'un seul, progressent également.

Majorité précaire donc pour la Ve République, assurée en dernière instance par les scrutins rocambolesques de Corse et par des victoires douteuses à la Martinique et la Réunion.

Le recul de la majorité, les tractations auxquelles elle est contrainte, le fait que 4 ministres du gouvernement Pompidou aient été battus sont incontestablement interprétés par tout le monde ou presque comme un camouflet au gouvernement gaulliste. Même ceux qui, grisés par la propagande électorale du P.C.F. en particulier escomptaient secrètement la victoire de la gauche sont en général loin d'être déçus. Certes la gauche n'a pas triomphé, mais la majorité a reçu une raclée et cela fait toujours plaisir.

Si l'on considère cependant la répartition des voix, tant au premier qu'au deuxième tour, plusieurs constatations s'imposent. En premier lieu, si les gaullistes ont perdu des sièges, ils ont approximativement maintenu leurs voix. Il est vrai que leur influence, même électorale dans le pays est loin d'être reflétée exactement par le nombre de leurs députés. Au Parlement, ils sont largement sur-représentés (il a fallu, en moyenne, près de deux fois plus de voix pour élire un député du P.C.F. qu'un député U.N.R.).

Il n'en reste pas moins qu'en bénéficiant de 35 à 40 % des votes, l'U.N.R. reste la formation la plus importante électoralement parlant. Le reflux, sinon l'effondrement prévu par certains, ne s'est pas produit. Apparemment, avec l'U.N.R., De Gaulle a fait cadeau à la bourgeoise française d'une organisation de droite importante et relativement durable. Le Centre Démocrate n'a en fait que peu « mordu » sur l'électorat gaulliste.

La deuxième constatation est que le P.C.F. a gagné plus d'un million de voix par rapport aux élections de 62. Il a obtenu au premier tour 5.029.808 suffrages (les suffrages obtenus au deuxième tour, du fait des désistements et du fait qu'ils provenaient uniquement des circonscriptions à ballotage, sont peu significatifs). Progression considérable mais en fait, le P.C.F. ne fait que retrouver petit à petit son influence électorale d'avant 58.

Enfin, on a pu constater que l'accord entre la F.G.D.S. et le P.C.F. a été électoralement payant. Du fait des désistements réciproques, le scrutin majoritaire qui, dans l'ensemble, a favorisé l'U.N.R., s'est retourné dans certains endroits contre elle. D'autant plus que le « candidat unique de la gauche » a même bénéficié du soutien d'une fraction de l'électorat du Centre Démocrate, celle dont l'anti-gaullisme primait sur le ressentiment vis-à-vis de la gauche.

Le résultat du scrutin étant ce qu'il est, quelle sera la politique prévisible des protagonistes du combat électoral ?

Pour les gaullistes — et les tractations ont commencé à ce sujet — le souci primordial est de consolider leur majorité précaire. Il y a de très fortes chances qu'ils finissent par obtenir l'appui des députés du Centre Démocrate. Douze candidats membres de cette formation ont bénéficié dès le premier tour de l'investiture de la Ve République.

D'autres ont été élus au deuxième tour grâce au retrait en leur faveur des candidats U.N.R. Comme le résultat du scrutin, ainsi que l'attitude de la presse de droite pendant la campagne électorale ont montré que la bourgeoisie dans sa majorité accorde sa confiance à l'U.N.R., la seule combinaison qui permette au Centre Démocrate de bénéficier des avantages du pouvoir dans la période à venir est de se ranger derrière les gaullistes. Les émules de Lecanuet ne peuvent même pas prétendre au rôle d'arbitre. Car aussi précaire que soit la majorité gaulliste, elle n'en est pas moins effective même sans leur apport.

La Fédération de la Gauche semble s'évertuer à constituer une opposition homogène susceptible de prétendre aux pouvoirs gouvernementaux que personne cependant ne songe à lui confier. Malgré ses progrès aux élections, elle n'est nullement à même de former une majorité de rechange, pas même avec l'appui éventuel du P.C.F. Or, de toutes manières, rien n'indique que la bourgeoisie française soit prête à accorder sa confiance dans un proche avenir à une majorité impliquant le P.C.F., même si celui-ci reste hors du gouvernement.

Quant au P.C., sa politique à venir est tracée par cet « éclatant succès de la gauche unie » que furent pour « l'Humanité » les élections. La tactique électorale, les accords conclus avec la F.G.D.S., se sont révélés payants pour lui, il n'a donc aucune raison de ne pas continuer dans cette voie.

Le progrès de la gauche, dit François Billoux, est « une première réponse à ceux qui prétendaient que la gauche ne pouvait pas gagner la majorité. Par quel coup de baguette magique la progression des forces de gauche serait-elle enrayée puisque tant de raisons amènent les Français et les Françaises à se prononcer dans la vie quotidienne contre la politique anti-démocratique et antisociale du pouvoir ? »

Autrement dit, ces élections étaient un succès, la fois prochaine on fera mieux. La fois prochaine, c'est-à-dire dans 5 ans...

G. KALDY.

SOLIDARITÉ AVEC HUGO BLANCO

Le procès où doit être jugé Hugo Blanco doit reprendre à la fin du mois de mars. Comme on le sait, le militant péruvien risque la peine de mort.

La solidarité avec les emprisonnés politiques péruviens n'a cessé de se développer ces dernières semaines. Des télégrammes, des motions votées au cours de réunions syndicales sont parvenues à Lima, qu'elles viennent de Sicile, de Milan, de Mexico ou du Chili. A Londres un Comité de Solidarité avec les victimes de la répression au Pérou a été créé fin janvier. Une de ses premières activités a été d'organiser une manifestation devant l'ambassade du Pérou à Londres où le 19 février dernier plusieurs centaines de personnes portant des banderolles et des pancartes ont manifesté leur solidarité avec Hugo Blanco et ses camarades. Dans le cadre de cette campagne internationale aura lieu à Paris, le 10 avril, un meeting public. Nous appelons nos lecteurs à y participer massivement pour donner la plus grande ampleur possible à la protestation de ceux qui refusent de voir emprisonnés, torturés, condamnés les hommes qui luttent pour leur dignité, leur liberté, leur droit à la vie.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit, comme le montre le texte que nous publions ci-dessous. Il s'agit d'un extrait du récit de Laura Caller, avocat de Hugo Blanco, et de divers témoins du dernier procès de Tacna, où, rappelons-le, Hugo Blanco fut condamné à 25 ans de détention. Ce texte a été publié dans le dernier bulletin du Comité Français avec les Victimes de la Répression au Pérou daté du mois de mars 1967.

Au procès il fut démontré qu'aucun des paysans n'avait fait son service militaire, aucun n'avait fréquenté une école, aucun ne comprit l'espagnol. Ils semblaient être nés et avoir grandi dans quelque autre monde. Les gamonales leur avaient imposé leurs propres lois, des droits de péage, des services gratuits qui n'avaient rien à voir avec l'ordre public.

Pendant le procès, les déclarations faites par les paysans n'ont pas été traduites fidèlement. Un lieutenant de la garde républicaine qui avait été nommé d'office traducteur, omit de traduire tout ce qui concernait les abus de la police.

Et les faits suivants n'ont jamais été portés à la connaissance du public :

— le gamonal (1) Ramon Maria Moreno, propriétaire d'une fabrique de thé, ne payait à ses ouvriers ni le salaire hebdomadaire, ni celui exécuté le dimanche. Il a chassé « a lo macho » (comme un homme !) les paysans Rito Tito, Oscar Valencia, Mario Santillana, Lucila Pastor, Silvestre Villacorta, Andres Auccapuma, Censio Paredes, etc., qui travaillaient sur ses terres, sans leur donner un centime d'indemnisation... »

— Anselmo Marquez, propriétaire de la hacienda San Lorenzo, a fait raser le local scolaire, en faisant passer dessus son tracteur, car il a dit que l'école était inutile et il a obligé l'institutrice à travailler pour lui comme cuisinière... »

— Le chef de tous les gamonales des vallées de la Convencion et Lares, Alfredo Romainville a commis de nombreux crimes, vols et violations, sans jamais avoir été inquiété par la police. Il a pendu le paysan Melquiades Bocangel pendant toute une journée à un arbre devant sa maison. Quand l'homme agonisait, il le fit transporter à la prison.

Le paysan Gabino Guzmann n'ayant pu retrouver une mule perdue, il lui fit mettre un licou et avancer sur la route, tout en lui donnant des coups de fouet. Le même Romainville obligea le paysan Esteban Gongora à violer sa tante, Dona Justina Gongora, tandis qu'il regardait avec complaisance le spectacle. Ensuite, il obligea la femme à coucher avec lui.

— Le paysan Julio Dehorques fut battu jusqu'au sang, d'autres paysans furent mutilés, Romainville leur fit couper un bras, un pied, des doigts. A une jeune fille paysanne, qui n'avait pas enlevé son chapeau à son passage, il fit couper les deux mains.

— Les gamonales Carrilo de l'hacienda Chappi, à San Miguel, violèrent les femmes de leurs paysans, firent broyer les « rebelles » dans leurs machines à broyer la canne à sucre et assassinèrent plusieurs paysans dans leurs propriétés ; lorsque les paysans les dénoncèrent, ceux-ci furent emprisonnés et ils sont encore en prison à San Miguel.

Tous ces faits véridiques démontrent, dit Laura Caller, que pour le paysan il n'y a pas de justice ; aucune loi protégeant sa vie et ses biens. On lui a imposé le régime du fouet, de l'esclavage, de l'humiliation, de la misère, de l'analphabétisme et de l'injustice.

(1) Indistinctement le grand propriétaire foncier ou des hommes de main.

Après le discours de La Havane...

Le 13 mars, dans un discours prononcé à l'université de La Havane, Fidel Castro s'en prenait aux dirigeants du Parti communiste vénézuélien, qualifiés de « traîtres » et de « défaitistes », et même plus généralement, à ceux de tous les P.C. d'Amérique latine.

Les différents observateurs n'ont pas été, bien sûr, sans rapprocher ces déclarations fracassantes, des déclarations non moins fracassantes dans lesquelles le leader cubain avait violemment pris à parti les dirigeants chinois, et les trotskystes par la même occasion, lors de la Conférence tricontinentale de La Havane.

Ces nouvelles prises de position ont sans doute plongé dans le ravissement ceux qui malgré l'attitude du leader cubain depuis cette époque, persévéraient à le considérer néanmoins comme un révolutionnaire socialiste authentique, voire un trotskyste « inconscient ».

Et certes, si l'on s'en tient à l'exégèse des textes, si l'on ne juge la politique de Castro que sur ses déclarations, on est amené à constater un revirement considérable de son attitude.

Mais il n'y a pas que les mots qui comptent bien au contraire. Les faits ont autrement de valeur.

Or, après la « Tricontinentale », le résultat pratique de l'attitude de de Castro, ce fut de cautionner aux yeux des masses d'Amérique latine, de son prestige qui n'est pas mince, la politique et les dirigeants des différents P.C., qui en avaient d'ailleurs bien besoin.

De plus, la période qui s'est écoulée depuis la « Tricontinentale », a été marquée dans la plupart des pays d'Amérique latine, par l'extension de la vague de répression contre-révolutionnaire, au cours de laquelle les dirigeants staliniens jouèrent souvent un rôle suspect. Et si dans son dernier discours de La Havane Castro devait exalter la mémoire de Fabricio Ojeda, mort mystérieusement dans sa cellule le 21 juin 1966, quatre jours après son arrestation, à l'époque, alors que les plus graves soupçons pesaient sur les dirigeants staliniens quant aux circonstances de celle-ci, Castro était resté singulièrement discret.

Face aux dirigeants « défaitistes » des P.C. d'Amérique latine, Castro peut bien aujourd'hui vanter le rôle révolutionnaire des guerillas. Car nul n'a, plus que lui, aidé ces mêmes « défaitistes » à les décapiter.

En réalité, il ne faut pas chercher les raisons du revirement de Castro dans le domaine de l'idéologie, mais dans celui des rapports matériels et politiques entre Etats.

Castro a fait allusion dans la dernière partie de son discours, aux divergences qui l'opposaient à l'U.R.S.S., à propos de la politique de celle-ci par rapport aux autres Etats d'Amérique latine. Et c'est sans doute là qu'il faut chercher la racine des vrais problèmes.

L'alignement de Castro, lors de la « Tricontinentale », sur l'ensemble des positions staliniennes n'a, bien sûr, pas empêché l'U.R.S.S. de continuer à mener une politique qui vise avant tout la défense de ses propres intérêts nationaux, même si elle a pu monnayer cet alignement sur le plan économique ou politique.

Et les récentes prises de position de Castro ne peuvent s'interpréter que comme une manifestation des divergences qui existent aujourd'hui entre les deux pays, divergences non pas idéologiques, mais d'intérets nationaux.

Certes Castro ne peut ainsi ni faire pression directement sur l'U.R.S.S., ni sur les bourgeoisies nationales des pays d'Amérique latine. Mais il peut singulièrement compliquer la tâche des directions des différents P.C. en leur retirant sa caution, et en l'accordant à des éléments favorables au développement des guerillas, que ces éléments soient organisés au sein ou au dehors de ces P.C.

Le fond du problème, c'est que quoi que Castro ait pu dire à propos de la Chine populaire et de ses dirigeants, il se trouve finalement dans une situation sinon identique, du moins semblable à la leur.

Cela ne signifie nullement, bien sûr, que les rapports entre Cuba et l'U.R.S.S. prendront obligatoirement le même chemin, et le même aspect que les rapports sino-soviétiques.

Car, bien des facteurs, ne serait-ce que géographiques (proximité des U.S.A., faible superficie), font que les problèmes qui se posent à Cuba ne se posent pas dans les mêmes termes que pour la Chine, et que Cuba a infiniment plus besoin pour survivre d'entretenir des relations économiques avec l'U.R.S.S.

Mais la contradiction fondamentale qui existe entre la Chine et l'U.R.S.S. est la même que celle qui existe entre Cuba et l'U.R.S.S.: l'opposition entre deux Etats nationaux qui défendent chacun leurs propres intérêts nationaux, et uniquement cela.

C. JUNG.

Il y a cinquante ans la révolution russe

QUAND "LE TEMPS" METTAIT EN GARDE CONTRE LA CRÉATION DES SOVIETS

Aux obsèques des victimes de la Révolution russe de février, quelques-uns des milliers d'ouvriers dont le cortège ayant commencé à défiler à 9 h 30 ne se termina que dans la soirée.

LES « journées de février » passées, l'abdication du tsar annoncée, deux sentiments se font jour à travers la presse bourgeoise française de 1917. D'une part, la satisfaction de voir que tout s'est finalement déroulé au mieux des intérêts des impérialismes anglais et français, puisque les hommes venus au pouvoir en Russie, dont le plus représentatif est Milioukov, chef de file du parti cadet, sont tout acquis aux « Alliés ». Mais d'autre part une inquiétude : celle provoquée par la constitution des conseils ouvriers, que bientôt le monde entier appellera par leur nom russe « les soviets ».

Dès les premiers jours de la révolution, la classe ouvrière russe s'est en effet donné une organisation à elle. Le 12 mars (27 février dans l'ancien calendrier russe), les membres ouvriers du « Comité central des Industries de guerre », mis en prison par le tsar et tirés de là par la révolution victorieuse, se joignent aux députés mencheviks (les députés bolcheviks

Le prince Lvof, président du gouvernement provisoire

à la Douma, déportés en Sibérie pour leur opposition à la guerre, ne rejoindront Petrograd que quelques jours plus tard) pour former le « Comité Exécutif Provisoire ». Celui-ci lance immédiatement l'appel suivant :

« Citoyens ! les représentants des ouvriers, des soldats et de la population, réunis à la Douma, déclarent que la première séance de vos délégués aura lieu aujourd'hui à 7 heures du soir à la Douma d'Empire. Que tous les soldats qui sont passés du côté du peuple choisissent sans retard leurs députés, à raison d'un par compagnie. Que les usines choisissent leurs députés dans la proportion d'un par 1.000 ouvriers. Les usines de moins de 1.000 ouvriers enverront également un député. »

La hâte du prolétariat, alors que toutes les classes de la population semblent encore unanimes dans leur lutte contre le tsar et sa bureaucratie, à se donner une organisation particulière (à laquelle il rallie les soldats, c'est-à-dire la paysannerie sous l'uniforme) s'explique par sa tradition et son expérience. Les premiers conseils ouvriers russes sont en effet apparus lors de la révolution de 1905, dans laquelle ils ont joué un rôle essentiel.

Sur leur origine, les historiens s'accordent mal. Si l'on en croit Isaac Deutscher, le premier soviet de Petrograd se serait formé sur le modèle d'une commission « ouvrière » présidée par le sénateur d'Empire Chidlovsky. C'est le tsar lui-même qui fit mettre sur pied cette commission en vue d'enquêter sur les troubles de janvier 1905 et pour laquelle il avait demandé aux différentes usines d'élire des délégués. L'anarchiste Voline prétend que le noyau initial fut un comité chargé de répartir, au printemps 1905, des secours aux grévistes. Ce comité aurait eu comme président Kroustalev-Nossar, qui fut aussi le premier président du véritable soviet d'octobre 1905. Pierre Broué dans son livre « Le parti bolchevik » affirme que le premier soviet est apparu non à Petrograd mais à Ivanovo-Voznessensk à partir d'un comité de grève.

Mais, quoiqu'il en soit de leur origine exacte (et il est fort possible que les soviets aient eu non pas un mais plusieurs modèles) l'important reste la signification qu'ils ont prise et le rôle qu'ils ont joué. Le prolétariat russe, dont une toute petite partie seulement avaient une appartenance politique précise (à plusieurs tendances ou partis différents d'ailleurs), avait besoin d'une organisation de classe pour le représenter tout entier. Les soviets ont pu jouer ce rôle. De plus, par leur forme particulièrement démocratique — tous les députés étaient révocables à tout moment par leurs mandants — ils étaient aptes à refléter effectivement, autant qu'une assemblée de délégués peut le faire, la volonté réelle et immédiate de la classe ouvrière. Celle-ci toute entière pouvait donc se reconnaître en eux sans difficulté.

Tout naturellement aussi ces soviets étaient destinés, par leur nature même, à contester le pouvoir à la bourgeoisie et son Etat, et à tendre à les remplacer. En octobre 1905 déjà, le soviet de Petrograd avait non seulement dirigé la grève générale, mais aussi décrété la journée de huit heures, fondé un quotidien « les Isveztias », organisé le refus de l'impôt, mis sur pied des groupes d'auto-défense, etc...

En mars 1917, les premières mesures du soviet sont du même ordre : envoi de gardes révolutionnaires à la Banque d'empire, création d'une commission du ravitaillement et d'une commission militaire, publication des « Isveztias ». Surtout, le 15 mars, il lance le fameux « prikaz n° 1 », qui établit le contrôle du soviet sur l'armée (voir « V.O. » n° 77).

Paradoxalement pourtant, le soviet, dirigé alors par les mencheviks, reconnaît pleinement l'autorité du gouvernement bourgeois. Les observateurs ne s'y trompent cependant pas tous. Par son existence même, le soviet créait une dualité de pouvoir qui ne pouvait être que momentanée. Soit le gouvernement bourgeois établirait sa pleine puissance et devrait pour cela éliminer les soviets, qui s'étendaient rapidement de la capitale au pays tout entier. Soit les soviets seraient amenés à contester de plus en plus le gouvernement officiel et à la fin à se substituer à lui.

Les extraits du journal français « Le temps » principal journal d'information de l'époque, (de tendance libérale), que nous citons ci-dessous, montrent que certains bourgeois européens — contrairement d'ailleurs à bien des socialistes soit russes soit étrangers — avaient parfaitement vu le danger pour leur classe et qu'ils s'appliquèrent dès le début à mettre en garde contre lui.

LE TEMPS (22-3-1917)

« ... Un gros risque apparaît, se précise, que nous avions indiqué dès le début : la surenchère, surenchère où l'imprudence désintéressée des uns peut se rencontrer avec les intrigues criminelles des autres.

D'abord, on comprend mal à quel titre le comité de 1.600 délégués qui s'est installé à la place de la Douma, au palais de Tauride, dicte des décisions dont le moins que l'on puisse dire est qu'elles soient délibérées dans la confusion. La Douma avait donné d'assez belles preuves de fermeté pour qu'on lui fît confiance. Et d'autre part ce n'est pas ce meeting improvisé qui peut être un gouvernement. La presse anglaise a donné hier un premier avertissement. Nous le répétons en toute conscience : car si la révolution tournait à la parodie c'est l'avenir tout entier des libertés russes qui se trouverait compromis.

... L'élection de la constituante sera difficile. Le vote des soldats mobilisés sera plein de risques : car tout cela se fera dans un pays où l'Allemagne dispose des moyens d'action les plus variés, où elle bénéficie d'une possession d'Etat séculaire, où elle ne ménagera ni l'or, ni la peine pour atteindre dans ses œuvres vives la puissance de la Russie. Qu'on le veuille ou non, Lvof, Milioukov, Gouchhof et Chingarev nous inspirent plus de confiance que les orateurs anonymes du comité mixte de Petrograd... »

(Extrait de l'éditorial : « Le Salut de la Russie ».)

LE TEMPS (24-3-1917)

« Il se dégage clairement des informations qui parviennent de Petrograd que l'organisation ouvrière venue se juxtaposer au Comité exécutif de la Douma et au gouvernement provisoire complique singulièrement la situation par des exigences sans mesure.

Le gouvernement provisoire, composé de personnalités éclairées, comprend l'importance d'une « étape » pour la Russie, de réformes prudemment introduites pour ne pas jeter le désarroi dans l'esprit simpliste de la masse paysanne. Le Comité des délégués ouvriers, au contraire, se montre d'un radicalisme qui n'est pas sans effrayer les gens au pouvoir. L'élément ouvrier dont l'éducation civique est rudimentaire, a de plus trop souffert des exactions de l'ancien régime pour penser à autre chose qu'à ses droits. Il ne se rend pas compte que la liberté comporte des devoirs : il donnera facilement dans la démagogie. Le gouvernement actuel a peu à craindre d'un choc en retour ; il pourrait avoir au contraire beaucoup à redouter de socialistes se montrant révolutionnaires dans toute l'acception du mot...

Pour le moment, deux forces sont en présence : le gouvernement appuyé par tous les intellectuels, parti de l'ordre qui se contente aujourd'hui du grand pas accompli ; les classes populaires sous la conduite de M. Tcheidzé, qui apportent le chaos avec des théories subversives pour un pays insuffisamment préparé... »

(Extrait d'un article : « Les événements de Russie — la situation ».)

LE TEMPS (27-3-1917)

« ... Dans cette œuvre, les Russes peuvent et doivent être secondés. Et par qui le seront-ils sinon par leurs alliés ? Sans doute il y a les devoirs de la discrétion et toutes ces convenances secondaires dont le culte respectueux fait l'occupation des médiocres. Mais il y a aussi les exigences de l'action et les nécessités du salut commun. Il est donc indispensable de se libérer des règles factices et de voir les réalités. Avons-nous, nous les alliés, des moyens pratiques d'agir sur la Russie, de fortifier le gouvernement provisoire, de discipliner les éléments ouvriers ? Si ces moyens existent, il faut s'en servir et sans retard.

On annonçait il y a deux jours que, d'accord avec la commission des Affaires extérieures de la Chambre, le groupe socialiste au Parlement français avait décidé d'envoyer trois de ses membres, MM. Cachin, Moutet et Lafont à Petrograd. Si exceptionnelle que soit cette façon de procéder, elle nous plaît, parce qu'elle est rapide et nette et parce que l'on peut compter que le gouvernement provisoire, qui représente les intérêts russes, sera fortifié par cette mission... »

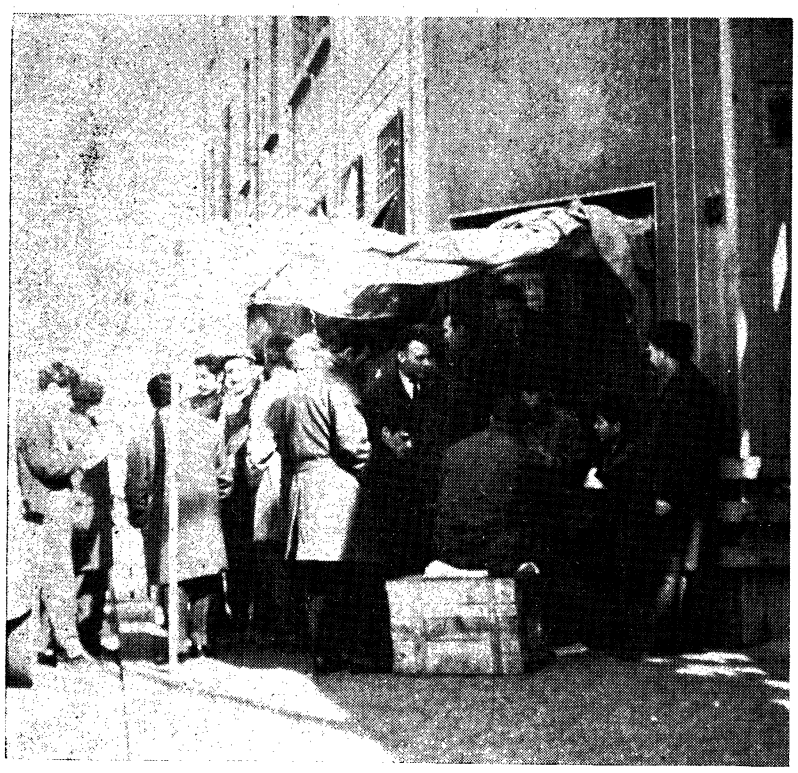
(Extrait de l'éditorial : « Diplomatie d'action ».)

LE COMITE DE SOLIDARITE
AUX EMPRISONNES POLITIQUES PERUVIENS
ORGANISANT
au Palais de la Mutualité - 14, rue Saint-Victor
1er étage

Un meeting public de soutien aux militants péruviens

la réunion du Cercle Léon Trotsky de Paris prévue pour le même jour, au même lieu, est supprimée afin de permettre à tous nos amis de participer à cette manifestation.
Venez nombreux...
Entrée libre.

A RHODIACETA LYON-VAISE



La grève continue à Rhodiacéta et on termine sa troisième semaine. Depuis quinze jours, des pourparlers ont eu lieu entre les organisations syndicales et la Direction mais ils n'ont abouti jusqu'à présent qu'à un protocole d'accord, que les syndicats ont signé sous réserve qu'ils obtiennent aussi quelque satisfaction sur le plan des salaires.

Car ce protocole prévoit quelques aménagements sur le plan de la garantie des ressources : un plan de production sur trois mois serait communiqué, groupant sur une semaine les journées chômées périodiques — une semaine toutes les onze semaines — cela permettrait l'application du Fonds de chômage patronal qui n'indemnise (à 50 %) qu'au bout de trois journées consécutives minimum.

Autre « concession » : dans les cas de déplacements, de mutations, l'intéressé conserverait pendant quelques mois son ancien salaire de qualification — après quoi le maintien serait une avance à valoir sur les augmentations collectives à venir pendant l'année en cours.

Enfin, la Direction accepterait de reprendre le personnel sans « triage » après la grève. Car on sait qu'à Rhodiacéta, il faut, après tout arrêt de travail, plusieurs jours pour remettre en route les métiers arrêtés. Et profitant de ces particularités techniques, la Direction fait, à la reprise, sélectionner parmi les ouvriers les « élus » qui pourront entrer travailler tout de suite. Le moindre arrêt de travail se solde donc pour cette partie du personnel par des pertes de salaire importantes et la revendication de reprise « sans triage » lui tient naturellement à cœur.

Il est aussi question de donner un acompte de 200 F à la reprise à tout le personnel horaire.

Mais à part cela, les avantages obtenus sont maigres et sont plus des aménagements que des gains réels pour les travailleurs. D'ailleurs, les modalités sont compliquées et la Direction essaie souvent de revenir sur ses propositions. Mais les syndicats s'en contenteraient s'ils obtenaient quelque chose sur les salaires. Au début ils demandaient 5.000 F d'augmentation pour tous. Maintenant, c'est 5 %. Rhodia se retranche derrière le S.F.T.A. (Syndicat Français des Textiles Artificiels), instance patronale suprême qui se réunit à Paris, en disant qu'elle seule ne peut décider pareille augmentation, alors que les salaires Rhodia sont les plus élevés de la branche !

Le menu gréviste.

Le piquet de grève.

Le meeting quotidien à l'usine Rhodia de Lyon-Vaise.

De toute façon, il y a un préalable à ce qu'une réunion du S.F.T.A. ait lieu : c'est la levée des piquets de grève. Ceci n'étant pas réalisé, la réunion, prévue jeudi dernier à Paris a été annulée. Les représentants syndicaux sont revenus à Lyon bredouille.

Il faut dire que si les responsables syndicaux ne cherchent pas pour l'instant à enlever les piquets, les travailleurs qui composent ces derniers ont un moral très ferme et déclarent ne pas vouloir céder. « On tiendra autant qu'il le faudra ». Ils sont méthodiquement organisés, de nuit comme de jour, le dimanche comme la semaine. La solidarité des commerçants du quartier se manifeste très chaleureusement sur le plan du ravitaillement et du soutien financier (il faut d'ailleus signaler que le préfet du Rhône a interdit les collectes sur la voie publique pour les grévistes).

La masse de ces derniers est nettement en retrait. Au meeting quotidien, il y a environ 2000 d'entre eux sur les 7200 travailleurs de l'usine de Vaise qui habitent souvent dans des communes hors Lyon. La grève devient dure à tenir et les familles d'ouvriers la ressentent parfois cruellement. La Direction use continuellement de pressions et de manœuvres : elle envoie ses agents auprès des piquets et au meeting, demandant que ceux qui « ne sont pas volontairement en grève » en témoignent discrètement devant huissiers, ou lui renvoient la carte-référendum qu'elle a fait envoyer à tous : « Auriez-vous travaillé, à partir du 1er mars, si vous en aviez eu la possibilité ? », en répondant par oui ou par non.

Les grévistes de la Rhodia ont le sentiment d'être entrés dans une épreuve de force décisive et il est vrai que le caractère de détermination de cette grève est exceptionnel, dans la période actuelle. Toute la région de Lyon y est sensible. Le climat n'est plus celui des « journées nationales d'action » et dans les autres usines des textiles artificiels, il semble qu'on n'attende qu'un mot d'ordre pour se mettre en grève aussi, ce qui a été fait la semaine dernière à La Cellophane de St-Maurice-de-Beysnot, dans l'Ain, pas loin de Lyon. L'usine Rhodiacéta de Belle-Etoile est aussi en grève complète, reconduite de 24 heures en 24 heures.

La journée du mardi 21 mars, qui doit être journée « d'action » dans le Rhône, car les syndicats sont revenus sur leur première décision de grève générale, peut cependant, dans ce contexte, signifier un rebondissement de la lutte gréviste. Quant à Rhodia même, on a l'impression qu'il suffirait, pour les organisations syndicales, que les patrons lâchent quelques petits « pour cents » sur les salaires (même peut-être seulement une « avance » sur les augmentations prévues conventionnellement pour l'année dans la branche) pour qu'elles envisagent la reprise immédiate du travail.

Christiane KERVRAN.

Lors de la réunion du Cercle Léon Trotsky de Paris du 13 mars, une collecte a été faite pour les travailleurs de Rhodiacéta.

Avec la recette de la Librairie, c'est une somme de 1941,06 francs qui a ainsi pu être envoyée aux grévistes de Besançon.

A RHODIA - BESANÇON

(suite de la page 1)

importantes que la garantie des salaires et de l'emploi, la réduction du temps de travail, problèmes qui se posent à l'ensemble de toutes les industries. Les maîtres de la finance qui dirigent et contrôlent l'économie veulent faire supporter les frais de leur politique aux travailleurs, aux producteurs. Cela signifie : concentration, rationalisation, compétition face à la concurrence sur le marché mondial, qui entraînent l'augmentation de la productivité et la réduction de la main-d'œuvre. Produire toujours plus et toujours plus vite, voilà leur politique. Démolir le concurrent voisin, par tous les moyens, pour rester les seuls maîtres sur le marché, et entraîner dans ce tourbillon de folie, de gabegie, de misère, les ouvriers qu'ils exploitent et qu'ils abusent en voulant leur faire épouser leurs querelles de brigands, voilà leur tactique.

C'est pourquoi la grève des travailleurs de Rhodiacéta, de locale qu'elle était a vite pris un caractère national. La lutte qu'ils mènent doit être celle de tous les travailleurs. Si au début les revendications étaient diversifiées, d'un secteur à l'autre, le durcissement de la grève dû à l'intransigeance du patron qui refuse de discuter sur le fond tant qu'existera le piquet de grève a fait la sélection. Elles tournent maintenant essentiellement autour d'une garantie des ressources et de l'emploi et une augmentation des salaires. L'augmentation du nombre de jours de repos compensateurs, le paiement des heures de travail de nuit majorées, le travail du dimanche payé à 100 % n'en étant que les compléments.

La direction, jusque là, n'a proposé qu'une vague « garantie » (sic) de 85 F par semaine minimum.

C'est, bien sûr, sur la garantie de l'emploi et l'augmentation des salaires (même de 5 %) que les dirigeants du trust, en accord avec le gouvernement et les autres patrons, ne veulent pas céder.

Ils chercheront par tous les moyens à faire pourrir la grève, à l'isoler des autres travailleurs qui pourraient par leur intervention dans la lutte les obliger à capituler.

Les travailleurs de Besançon n'ont pas entamé une lutte dure avec tous les risques que cela comporte, ils n'ont pas occupé l'usine et expulsé Rada « le dictateur » et pris le risque d'affronter la « force publique » que le tribunal de grande instance met au service de Rada, pour en arriver à reprendre le travail sur des miettes. Leur détermination, leur dignité sont au-dessus de tout éloge.

Si au début la C.G.T. était réticente pour occuper l'usine, tout au moins un de ses dirigeants, Lièvremont, qui pensait « qu'on ne refait pas juin 36 à 3.000 seuls en France... », elle a dû très vite se mettre au même niveau.

Et quand Rada cherchant la faille du mur qu'il avait devant lui, demandera d'entrer dans l'usine avec 30 techniciens sous prétexte de vérifier l'état de l'usine et de régler des problèmes administratifs, (dont le règlement de la paie de février qui reste due,) il se heurtera à l'hostilité des travailleurs qui réduiront ses projets à néant, malgré la position conciliatrice de la C.F.D.T. prête à le laisser entrer lui et ses collaborateurs, et de la C.G.T. qui tombera d'accord pour en laisser entrer 16 au lieu de 30.

L'occupation de l'usine à d'ailleurs été pour les avocats de la « propriété privée » l'occasion d'exposer leurs talents. Pour la direction de la Rhodiacéta, comme pour l'Action catholique ouvrière et le tribunal de grande instance de Besançon qui autorise l'emploi de la force publique pour expulser les grévistes, l'occupation de l'usine et la constitution de piquets de grève est illégale. C'est une atteinte à la propriété privée, et à la « liberté du travail » (sic).

Est-ce que les loups de la justice hurlaient contre Rada quand il laissait sans travail des ouvriers et réduisait leurs salaires ? Respectait-il la liberté du travail, lui, en leur supprimant le droit de travailler, et de vivre ?

Cela montre encore une fois que la « liberté du travail » pour ces gens-là, c'est la liberté pour le Capitaliste de faire travailler qui il veut, quand il veut. Cela signifie pour la masse énorme des gens qui vivent grâce à leur labeur, la suppression de toute liberté, hormis celle de tout subir et de se taire.

Les négociations actuelles entre la direction générale et les syndicats, après que la direction de Lyon-Vaise ait refusé de discuter avec les délégués de Besançon et les ait même fait enfermer pendant plusieurs heures, ne peuvent aboutir victorieusement pour les grévistes que si les dirigeants patronaux du trust et le gouvernement sentent le danger d'une extension du mouvement à l'échelle nationale. C'est pourquoi la solidarité financière à laquelle appelait Benoît Frachon le 16 mars, si elle est nécessaire pour permettre aux grévistes de tenir, ne peut suffire.

Le problème du chômage qu'organise le grand capital, l'attaque contre les salaires et les conditions de vie concernent tous les travailleurs de toutes les industries. La solution : répartition du travail entre tous, réduction du temps de travail au-dessous de 40 heures avec maintien des salaires et leur évolution en fonction de la hausse des prix, ne peut aboutir qu'avec une classe ouvrière unie dans ses revendications et dans la lutte.

En ce moment nous ne pouvons savoir jusqu'où les travailleurs de Besançon seront capables de la mener s'ils seront capables de passer outre les « bons offices » du maire M. Minjoz à la recherche d'un « arbitre » du conflit. Mais dans cette lutte, les ouvriers de la Rhodiacéta nous auront au moins montré comment l'engager ; ils nous en montrent le chemin et c'est sur ce chemin que commence la liberté.

G. Nünzer.

LES MENSUELS EN LUTTE

PARIS (lundi 21 mars). — *L'article qui suit a été rédigé avant l'annonce du lock-out des « Chantiers de l'Atlantique ». Il n'est donc que le témoignage de la lutte menée jusqu'à la semaine dernière. Il est à peu près certain que celui ci va modifier profondément le climat. La manifestation qui s'est déroulée aujourd'hui même semble prouver que la combativité des travailleurs nazairiens, qui ont derrière eux une riche tradition de lutte, n'est en rien en baisse.*

DEPUIS le 1er mars, les 3.221 mensuels de la métallurgie nazairienne sont en grève totale. Sont en mouvement tous les mensuels compris entre le coefficient 106 et le coefficient 340, c'est-à-dire de l'agent de liaison au chef d'atelier. Ils estiment avoir un retard de 16 % sur la région parisienne en ce qui concerne la valeur du point, et réclament dans un premier temps un rattrapage de 8 %. La grève n'a été décidée qu'après l'échec total des négociations menées depuis de nombreux mois. Dès le 23 janvier, une pétition signée par 2.400 mensuels montrait le mécontentement qui se faisait jour. Le 13 février à l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O., une réunion avait lieu à l'embauche, et l'assemblée décidait de procéder à un référendum pour définir les moyens d'action : le 14, 70 % des mensuels décidaient une grève d'avertissement de 24 h dans la semaine, et grève illimitée dans les dix jours suivants si satisfaction n'était pas donnée aux revendications. Cette grève d'avertissement avait lieu le 18 février, et était suivie à 90 %. Dans la semaine qui suivait, le syndicat patronal proposait la valeur du point à 3,53 au lieu des 3,36 actuels, mais avec une incorporation de galons personnels. Aussi, à partir du 1er mars, la grève illimitée était effective. Depuis cette date, les piquets de grève sont assurés tous les matins aux portes des différentes entreprises. La première semaine de grève a été marquée par les discussions avec le syndicat patronal, et les batailles de communiqués entre syndicats et la direction des Chantiers de l'Atlantique, sans qu'un seul pas soit fait dans les propositions patronales. Différentes manifestations dans les rues de Saint-Nazaire, et même à Nantes le 11 mars, où les mensuels sont allés protester auprès du préfet. La troisième semaine du conflit a vu un certain énervement des grévistes qui ont d'abord bloqué la circulation des camions travaillant à la construction de la nouvelle cale des Chantiers puis ont visité pacifiquement les Chantiers et Sud-Aviation, pour faire fuir les quelques jaunes qui s'y trouvaient. Il y a eu bien sûr des expéditions punitives contre des ingénieurs et chefs d'atelier qui faisaient du zèle, mais sans grands incidents. Le 16, les patrons ont fait de nouvelles propositions 342 du point sans incorporation de galons (1), ce qui correspond à une augmentation de 1,3 % vendredi, les mensuels ont bloqué la direction des chantiers ; Il n'y a pas eu encore d'incident, mais on peut s'attendre à l'épreuve de force cette semaine, quand on sait que les cars de C.R.S. sont arrivés en grand nombre dans la région.

Fait important : les différentes entreprises n'ont pas lock-outé, et les horaires travaillent, beaucoup moins que d'habitude, il est vrai ; ainsi, aux chantiers, la production a diminué de plus de 50 %. A noter que si les discussions sont au point mort avec les mensuels il en est autrement pour les horaires des Chantiers. Ainsi, la direction a été amenée à faire un ensemble de propositions aux revendications déposées, propositions qui pourraient constituer un éventuel accord d'entreprise: incorporation du boni à 62 %, salaire minima mensuel garanti à 530 F, alignement des taxes d'emplois sur les taxes au rendement, augmentation des salaires de 2 % au 1er mars (+ 2 % en septembre) qui viendraient s'ajouter aux 1 % du 1er janvier, ainsi qu'un certain nombre d'avantages sociaux. Ces propositions contribuent surtout à relever les salaires les plus bas.

Il va sans dire que la direction espère ainsi éviter l'extension du mouvement aux horaires. Ces derniers ne sont d'ailleurs pas prêts à entrer en lutte, pour plusieurs raisons. Tout d'abord la vieille animosité qui règne entre horaires et mensuels joue ici également. Par exemple, lorsque les syndicats ont parlé de solidarité financière, beaucoup ont objecté qu'ils ne donneraient que pour les bas salaires, et non pour les ingénieurs et les chefs qui sont d'habitudes sur leur dos. Les syndicats ne font d'ailleurs rien pour combattre les préjugés des horaires, au contraire, car cela leur permet de limiter la lutte aux seuls mensuels.

D'autre part, à cause du ralentissement considérable de la production, les horaires ont beaucoup moins de travail que d'habitude, et l'atmosphère n'est pas aux revendications. Ils craignent le lock-out.

L'attitude des syndicats va dans le même sens. Comme d'habitude, lorsqu'il s'agit de faire quelque chose, chacun adopte une politique différente. Pour la G.G.T., tout en prenant position verbalement pour la « généralisation du mouvement » qui « concerne tous les métallurgistes », elle n'avance rien de précis quant à l'élargissement du mouvement et se contente d'envoyer des communiqués pour la forme aux fédérations. Mais le soutien moral des fédérations et confédérations convainquent bien peu les travailleurs.

F.O. elle, se prononce ouvertement pour la limitation du mouvement aux seuls mensuels. Elle titre un tract adressé aux horaires « PAS DE DEBRAYAGE », et y dit textuellement: « la meilleure pression des travailleurs est encore de rester dans les ateliers ».

Pour les syndicats, le raisonnement est le suivant : si les horaires débrayent, c'est l'épreuve de force, c'est le lock-out, mais tant que les horaires travaillent, la direction ne peut rien faire. C'est là malheureusement, un raisonnement qui risque fort d'être infirmé car le patron peut bien au contraire tenter l'épreuve de force envers les travailleurs non préparés à la lutte.

Au bout de trois semaines de grève totale aucune solution ne se fait jour. Les mensuels ont montré une grande combativité ; ils ont bien compris que pour obtenir satisfaction (rattrapage des 16 % de retard sur les salaires) à une revendication de cette importance, il fallait se montrer prêts à mener la lutte jusqu'au bout. En cela ils ont raison.

Malheureusement, ils n'ont pas trouvé d'écho à leur détermination, ni parmi les autres catégories de travailleurs, ni dans les syndicats. Ceux-ci, non contents de faire croire aux horaires que le meilleur moyen d'obtenir satisfaction pour tout le monde est de ne rien faire, se perdent en discussions et pourparlers avec le patronat qui semble bien décidé à ne pas lâcher le gros morceau. Jusqu'à présent, les propositions patronales étant vraiment trop dérisoires (1,2 % d'augmentation aux dernières informations) aucun accord n'a pu être conclu.

Mais la lassitude commence à se faire jour parmi les grévistes qui ne voient aucune évolution depuis trois semaines de lutte. C'est sans doute là-dessus que compte le patronat pour contraindre les syndicats à signer un Accord d'Entreprise en imposant ses propres conditions. Et vu l'attitude des bonzes syndicaux, il y a fort à parier qu'ils seraient satisfaits, moyennent une semi-défaite, d'avoir « évité l'épreuve de force ».

A l'heure où nous paraîtrons, il y aura certainement du nouveau dans la situation des mensuels. Mais à moins d'une généralisation brusque du mouvement à l'ensemble des travailleurs, on ne peut prédire la victoire. Et si les mensuels rentrent après plus de trois semaines de grève, avec des satisfactions de second ordre (ou pas de satisfaction du tout), il faudra attendre longtemps avant de revoir à Saint-Nazaire un mouvement de ce genre.

LE LOCK-OUT DE BERLIET

(Lyon - Vénissieux)

(Suite de la page 1)

les responsables en question répondirent en invoquant la discipline et en repoussant la chose au lendemain. Des défilés ont eu lieu dans toute l'usine et ce qui frappait, c'était la participation d'ouvriers rarement présents dans les grèves habituellement ainsi que la grande liberté qui régnait dans les ateliers. On pouvait prévoir que la journée du vendredi serait décisive.

Dans la nuit, après avoir soigneusement attendu le départ de l'équipe du soir, 4.000 C.R.S. étaient envoyés aux usines Berliet qu'ils cernaient. En effet, le personnel des expéditions internationales occupait une partie des ateliers et les « forces de l'ordre » appelées le faisait sortir, à la faveur d'un rapport de forces démesurément à leur avantage. Dans la nuit, les chauffeurs des cars qui font le ramassage du personnel dans toute la région autour de Lyon, étaient prévenus officiellement qu'ils ne devaient pas amener les travailleurs chez Berliet le lendemain matin. Et la Direction annonçait le lock-out de l'usine de Vénissieux.

Près de 3.000 travailleurs se sont retrouvés devant les portes cependant vers 7 heures du matin et sur proposition des orateurs syndicaux, ils se sont regroupés en cortège pour défiler dans Vénissieux, en s'arrêtant au passage devant chaque usine. A SIGMA, en particulier, l'arrivée de ce cortège suffit à faire sortir les travailleurs de l'usine... Puis il se dirigea vers Lyon, en direction de l'usine de Berliet-Monplaisir. Là, les travailleurs étaient déjà nettement moins nombreux mais de plus en plus décidés. Les poches pleines de cailloux ramassés au passage de cars de la police, ils se retrouvèrent en face d'un barrage de C.R.S., casqués, armés de matraques, mais relativement peu nombreux — peut-être une centaines — pour bien plus d'un millier d'ouvriers. A ce qu'il paraît, des renforts importants de C.R.S. étaient massés dans ce quartier. Mais les dirigeants syndicaux avaient évité que se fasse la jonction entre la foule des ouvriers de Vénissieux et les ouvriers de Monplaisir qui avaient débrayé à leur arrivée. Le « vrai » débrayage de ces derniers devant être... de 2 heures... l'après-midi. Et les orateurs s'adressèrent, de leur voiture à haut-parleur, aux manifestants, mais depuis le coin opposé de la place.

A ce moment-là d'ailleurs, la masse des manifestants voulait marcher sur Lyon. Les dirigeants syndicaux voulaient la dislocation, ce qui provoqua quelques huées parmi les ouvriers. Mais l'installation du barrage de la police un peu plus loin donna aussitôt une nouvelle occasion à ces « dirigeants » de se dresser contre les ouvriers qui commençaient à lancer des cailloux et qui voulait passer le barrage pour marcher sur Lyon.

Cependant, après une discussion avec les policiers qui maintenaient l'ordre de la Préfecture interdisant d'aller plus loin, le cortège se disloqua en fin de course sur un rendez-vous pour l'après-midi afin de constituer une délégation, et l'appel à se retrouver devant l'entrée de Berliet lundi 20 mars. On ne peut pas prévoir combien de temps durera le lock-out car la direction Berliet est coutumière du procédé et elle préfèrera sûrement le prolonger plutôt que d'admettre dans « son » usine des travailleurs trop combatifs à son gré.

LA COLÈRE GRONDE DANS LE MIDI

(suite de la page 1)

fut incendiée, une autre précipitée dans le canal du Midi. Alors que des groupes prenaient la gare d'assaut et bloquaient les voies, d'autres installaient un barrage sur la Nationale 113. Pour venir à bout des manifestants il fallut faire appel non seulement à la gendarmerie locale et aux CRS mais aussi à des compagnies de gendarmerie mobile. Et si aujourd'hui la police a rétabli « l'ordre », le mécontentement des paysans demeure et pour eux rien n'est réglé. Car si ce n'est pas tous les jours que les vignerons se battent aussi durement il n'en est pas moins vrai que leur colère ne date pas d'hier. Chaque année dans le Midi, comme dans le reste de la France, des milliers de jeunes paysans quittent leur terre pour venir s'embaucher dans les usines des grandes villes. Et cet exode rural ne se fait certes pas par amour de l'atmosphère enfumée des villes ou de la graisse à moteur. Mais il y a longtemps que les conditions de vie de l'immense majorité de la paysannerie française, constituée de petits paysans, ont dépassé les limites les plus critiques. Et désormais il ne se passe plus un trimestre sans qu'une région rurale ne bouge. Il y a quelques années les maraîchers de la vallée du Rhône jetaient des tonnes de pêches dans le fleuve et les paysans bretons répandaient du pétrole sur leurs artichauts, tout cela pour rendre une partie de la production inutilisable et pour faire monter les cours. Plus près de nous nous avons vu les aviculteurs protester contre l'importation de volailles hollandaises et l'ensemble de la paysannerie lutter pour une augmentation du prix du lait.

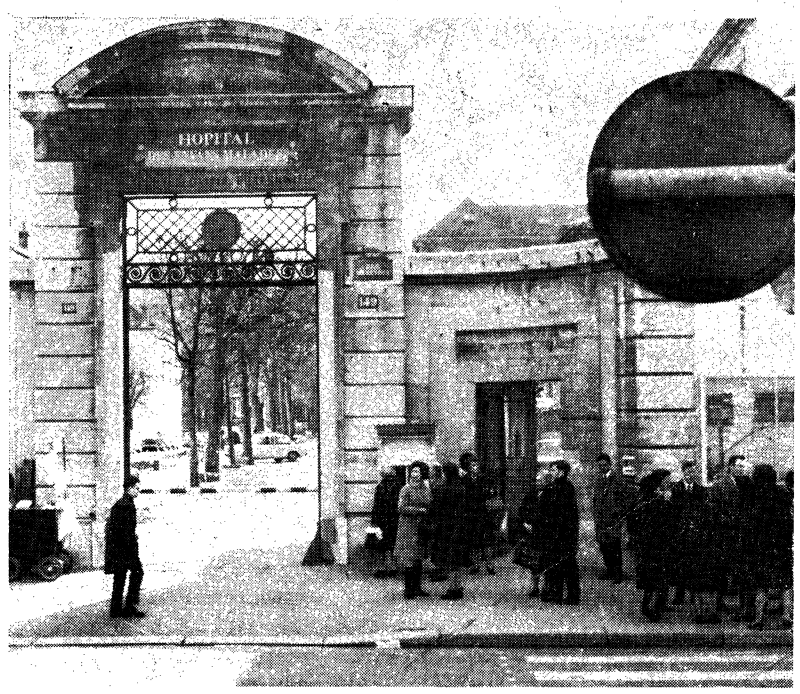
Mais à travers toutes les revendications particulières de telle ou telle catégorie d'agriculteurs, ce que réclame la paysannerie c'est le droit à la vie, le droit de mener une existence décente après des journées de 15 ou 16 heures de travail. Et ce minimum que chaque travailleur est en droit d'exiger on le refuse aux paysans. Pressurés par les différents trusts (engrais, machines agricoles, etc.), spoliés par les intermédiaires de toute sorte le travailleur agricole ne peut plus vivre. Par exemple, une des revendications des vignerons est le paiement échelonné des dettes représentant plus d'une fois et demie la valeur de la récolte, ce qui montre l'endettement considérable auquel plusieurs d'entre eux sont contraints de se soumettre. Et la condition du producteur agricole résume en quelque sorte la philosophie de la société dans laquelle nous vivons. Celui qui produit les richesses, qu'il soit ouvrier ou paysan, n'a que le droit de vivre mal tandis que tout le reste de la société, qui vit sur son dos, arrive à une relative opulence. Et ce n'est qu'en remettant cette société sur ses pieds, en redonnant aux producteurs la place qui leur revient de droit, c'est-à-dire en bâtissant une société socialiste que la paysannerie pourra régler ses problèmes.

Mais une autre leçon à tirer des émeutes de Carcassonne est que, quoi qu'en disent les organisations de gauche, la paysannerie en crise n'est nullement effrayée par la violence. Elle vient de le montrer. Par ailleurs, lors des élections présidentielles puis lors des élections législatives, la gauche a été très largement majoritaire dans ces régions. Aux présidentielles dès le premier tour Mitterrand y arrivait largement en tête, les trois députés de l'Aude sont des Fédérés, l'Hérault compte 3 Fédérés et 2 PC, et seul le Var a vu l'élections d'un UNR contre 2 Fédérés et un PC.

Cela n'a nullement empêché à Draguignan (Var) et à Carcassonne (Aude) que dès le début les manifestations, drapeau tricolore en tête, prennent un caractère nationaliste (« Fellagha, tu as voulu ton indépendance, fous-nous la paix et garde ton pinard », « Nous ne voulons plus de vin arabe », « Français d'abord »). Il est certain que ces préjugés racistes peuvent être exploités par l'extrême-droite. Mais ils le seront d'autant plus et avec d'autant plus de succès que les organisations de gauche seront incapables de montrer la même combativité, car elles sont opposées à l'action directe. Or, la seule solution serait de montrer la voie de la lutte révolutionnaire aux petits paysans, la voie de la révolution socialiste, leur montrer que les organisations ouvrières sont prêtes à engager un combat décisif contre le capitalisme. Dans un tel combat les paysans n'auront rien à perdre mais tout à gagner.

Mais en cas d'aggravation de la crise la politique opportuniste actuelle des organisations ouvrières, et en premier lieu du PCF, ne pourra que rejeter cette masse de mécontents dans les bras de l'extrême-droite fasciste.

L. STERN



← NECKER - LES ENFANTS MALADES

Les conditions de travail dans un hôpital parisien

UN MONUMENT

L'hôpital Necker fut fondé quelques années avant la Révolution Française par Mme Necker, épouse du banquier directeur général des Finances.

C'est un établissement hospitalier de grandeur moyenne. Peu de bâtiments sont d'origine. Réalisé en plusieurs étapes, ayant subi de nombreuses adjonctions et modifications depuis près de deux cents ans, l'hôpital Necker comprend des services de construction récente comme la clinique de Chirurgie Infantile et la Clinique Médicale Infantile ainsi que la Clinique de Génétique. Le dernier en date, pas encore achevé, sera un des centres mondiaux pour le traitement du rein (Professeur Hamburger), mais son démarrage sera laborieux car il faudra du personnel et le manque de personnel est un phénomène général pour tous les établissements de l'Assistance Publique.

UNE MAJORITÉ DE NON-DIPLOMÉS

En effet, à Necker-Enfants-Malades, le personnel comprend 2098 agents dont 713 personnes cadres services généraux, 185 infirmières diplômées et 1200 « non-diplômés » (500 agents hospitaliers, aides-soignants, temporaires et 700 intermittents).

Les intermittents, les temporaires sont la formule que l'Assistance Publique a trouvée pour remédier à la crise de recrutement permanente. Les intermittents en particulier qui ne seront jamais titularisés à l'inverse des temporaires à qui on fait miroiter la posibilité de « promotion sociale » par l'examen d'aide-soignant forment la grande masse des « manœuvres hospitaliers ». Beaucoup d'origine antillaise ou africaine sont employés aux travaux les plus pénibles et les plus rebutants.

LES SALAIRES

Les salaires que touchent les différents personnels varient : pour les intermittents il est de 580 Fr par mois, les temporaires débutent à 619,73 et terminent à 733,36 (après 21 ans de service !), le salaire des aides-soignants va de 723,98 à 947,22 (après 24 ans), pour les infirmières débutantes, il est de 830 francs. Ceci étant des **salaires nets.** Certains services particulièrement exposés touchent ce que l'Administration nomme cyniquement la « haute paie » : 70 centimes par jour ! et deux fois par an la prime de « productivité » !

UN DIMANCHE DE REPOS SUR TROIS...

Quant aux conditions de travail, tout le personnel, à part les bureaux, les ouvriers et encore, ont des horaires et des conditions de travail qui rendent toute vie familiale sinon impossible, du moins très difficile. A Necker il y a 32 horaires différents, mais en gros comme dans les autres établissements hospitaliers, la moitié du personnel soignant est de jour, c'est-à-dire travaille en général de 6 h. 30 ou 7 h. à 15 h. 10 ou 15 h. 40, l'autre moitié se partageant entre la garde et la veille, mais certains services ont des horaires différents (radios, laboratoires, cuisine, bureaux...).

Les équipes ne tournent pas, c'est-à-dire que le personnel reste de jour, de garde ou de veille à longueur d'année. Le service de jour, à part certaines exceptions, bien que le plus dur, est le service préféré, car il permet, seul, une vie normale.

Quant au jour de repos hebdomadaire, il est en principe fixe et ne change pas d'une semaine sur l'autre. Du moins il en était ainsi car une amélioration des repos avec l'attribution d'un deuxième repos hebdomadaire tous les quinze jours et un dimanche sur trois a pris application depuis le 7 novembre dernier. Cette amélioration ne s'est pas effectuée sans barrage de la part des surveillantes qui ont vu leur planning en personnel d'autant plus compliqué qu'il n'a été prévu que 26 infirmières (qui sont de repos le dimanche) pour remplacer les absentes.

Pour ce qui est des fameux « avantages » liés à la profession notons que, par exemple, la crèche du personnel est d'une part insuffisante et que, d'autre part, elle ne peut servir qu'au personnel de jour, puisqu'elle est fermée pendant la garde et la veille.

Toujours dans les « avantages », une récente réforme du service médical fait que le personnel a perdu la délivrance gratuite des médicaments.

LE CHANTAGE AUX MALADES

Pour ce qui est des luttes elles sont rares, si ce n'est inexistantes. D'ailleurs les organisations syndicales (essentiellement la CGT, 10 pour cent du personnel) n'ont pas une activité débordante si ce n'est dans la Mutuelle Complémentaire.

Pour ne parler que de la dernière action, la grève du 1er février a réuni environ 25 personnes à la réunion qui avait lieu pendant la grève de 2 heures et que 7 seulement sont venues à la manifestation. Pour le reste, c'est à l'avenant. L'arme de la direction dans les grèves c'est le chantage au bien-être du malade que l'on ne peut laisser sans soins, et le personnel marche, fait preuve de « conscience professionnelle » et... ne fait rien.

Cet état d'esprit n'est pas particulier à Necker, il est général dans toute l'Assistance Publique. Mais bien que le personnel fasse toujours dans tous les cas son travail et même plus que son travail, les bâtiments sont mal entretenus, les salaires lamentables, les conditions de travail sinistres. Là comme ailleurs, la « conscience » n'a rendu service ni au personnel de l'Assistance Publique, ni au public.

• ECHOS DES ENTREPRISES...

UN PATRON QUI S'OCCUPE DE LOGER SES OUVRIERS

Nous avons fait état récemment des conditions de logement intolérables des locataires de la cité route de Durtol. Mais quelques détails supplémentaires méritent d'être connus :

La proximité de la décharge qui devrait être strictement fermée, fait qu'aux premières chaleurs, à la place de la fraîcheur, le vent apporte dans tout l'édifice des odeurs de brûlé et de pourriture.

Cette décharge attire évidemment des rats qui sont suffisamment gros pour faire peur aux chats, voler la nourriture des chiens dans leur assiette, saigner les lapins et dévorer les réserves de légumes. Bientôt, ils iront jusqu'à s'attabler avec les habitants.

De plus, malgré les multiples promesses faites de la débarrasser, la cour reste encombrée depuis des années par d'énormes cylindres rouillés qui augmentent la laideur et la tristesse du lieu.

Enfin, pour couronner le tout, il n'existe pas d'arrêt de car proche, même facultatif, malgré les pétitions de tous les habitants du quartier.

Que de telles conditions d'habitations puissent encore exister au XXe siècle, alors qu'il existe en France 100.000 logements vides par suite de loyers trop élevés (entre autres des H.L.M. Olier réservés à la maîtrise !), voilà qui est scandaleux et intolérable. Qu'un patron ose assigner à des travailleurs une telle résidence, c'est révélateur de son mépris pour eux. Les hommes ne sont pas des bêtes à parquer, il se l'entendra rappeler quelque jour.

(Extrait de « la V.O. Olier «, Clermont-Ferrand, n° 49.)

NUIT ET BROUILLARD

Au Bâtiment CM à LCC, pendant plus de 9 heures par jour, nous travaillons sur des machines à souder qui laissent échapper des acides et des graisses décapantes ; les hottes d'aspiration sont mal conçues et absolument inefficaces. De plus, certains d'entre nous soudent à la main sur des tables où rien n'est prévu pour évacuer les vapeurs et les fumées, mise à part une paire de mini-ventilateurs qui dispersent le tout dans l'atelier.

Bruits, vapeurs de graisse, fumées, quelques émanations de trichlore, dont on se sert pour certains nettoyages, envahissent l'atelier et rendent l'atmosphère absolument irrespirable.

La Direction se moque absolument des conditions de travail. Notre santé lui importe peu, une seule chose compte : production, rendement.

(Extrait de « la V.O. Bourgogne électronique », Dijon, n° 46.)

LES CHRONOS AUX MANIVELLES

On voit souvent se dérouler cette petite scène dans les ateliers : les chronos arrivent ; leur victime est vite choisie : soit le travailleur connu comme le plus rapide de l'atelier, soit le plus émotif qui, se sentant constamment observé, va accélérer nerveusement la cadence.

Quand les nouveaux temps arrivent, réglés sur ce « record » évidemment, il y a des protestations. « On peut y arriver, objecte le chef, la preuve... ». La question n'est pas là.

Nous ne sommes pas à l'usine pour aller jusqu'au bout de notre résistance physique et nerveuse. C'est bien assez de devoir y passer 8 heures par jour, nous n'avons pas en plus à y ruiner notre santé.

L'atelier n'est pas un champ de course où l'on cherche à gagner des compétitions et, la cadence, c'est à nous de la fixer en travaillant normalement.

(Extrait de « la V.O. Michelin », Clermont-Ferrand, n° 171.)

***

QUAND LE PATRON FAIT LA MORALE

Récemment, un ouvrier a été licencié à la réception des pneus. Les motifs de la direction sont, paraît-il, « accablants ». Il buvait trop et se permettait d'arriver en retard. Voilà, cela suffit à la direction et à une certaine maîtrise pour priver un homme de ses seuls moyens d'existence.

Certains diront qu'il l'a bien cherché et que son cas n'est pas défendable. Et bien non, face au patron un ouvrier est toujours défendable. Pourquoi, en fin de compte, une minorité d'entre nous se laisse-t-elle aller à boire quelques verres de trop ? Parce que lorsqu'on est condamné à passer 48 heures par semaine chez Michelin, pour 600 francs par mois, durant toute une vie, sans autre perspective, quoi d'étonnant que les plus faibles trouvent un dérivatif dans la boisson ?

A notre avis, ce n'est pas une solution. Mais en coupant ce camarade de son milieu de travail et en le privant de son salaire, la direction n'a rien résolu, au contraire : elle le précipite un peu plus vers des « solutions » qui n'en sont pas. Et le contremaître qui a pris la décision de le licencier en est responsable ; il a eu en plus le culot de lui faire la morale.

Nous vivons dans une société où ceux qui produisent n'ont pas le droit d'être faibles sous peine d'être rejetés.

Ce qui n'est pas défendable, à notre avis, c'est une société pareille.

(Extrait de « la V.O. Michelin », Clermont-Ferrand, n° 171.)

PARIS-BOURRE !

Ceux d'entre nous qui se sont bien dilaté la rate ce sont les « ceusses » qui lisent « Paris-Jour ».

L'accident mortel d'un voyageur, tombé du 701, il y a environ trois semaines, a mis en vedette ce « fameux » train, bête noire pour beaucoup d'entre nous à des titres divers.

« Paris-Jour » n'hésitait pas à qualifier cet express de « rapide filant » à 160 km/heure (il met quand même 6 h 05 mn pour parcourir les 560 km qui séparent Paris de Culoz avec 7 arrêts seulement), et composé de voitures ultramodernes avec la fermeture des portes électropneumatiques (l'année de construction de certaines voitures date de plus de 20 ans ; quelques-unes sont plus modernes ou ont été modernisées depuis). En quelque sorte, un train « drapeau » !

Si toutes les informations, politiques et sociales, de « Paris-Jour » sont de cet acabit, non seulement il y a de quoi douter de leurs bonnes sources, mais encore comme bourreur de crâne, à lui le « drapeau » !

(Extrait de « la V.O. Cheminots », Gare de Lyon, Paris, n° 174.)

A RHONE-POULENC (Vitry)

RHONE-POULENC S. A. à Vitry-sur-Seine, appartient au même trust que les Rhodiaceta. Un certain mécontentement règne dans l'usine, dû surtout aux salaires, et aggravé par la perspective de 7 jours fériés à récupérer le samedi dans les trois mois qui viennent. Les travailleurs de R.P. allaient-ils se joindre au mouvement de grève ?

L'atmosphère n'était pas très chaude à l'usine. En effet, il y a un an, les travailleurs avaient fait 5 journées de grève non consécutives, sans rien obtenir, et ils avaient ressenti, comme cause de leur défaite, l'isolement où ils étaient restés, isolement que les syndicats n'avaient rien fait pour briser, bien au contraire. De plus, la plupart des travailleurs sont convaincus que si les 5 journées de grève avaient été consécutives, ils auraient obtenu satisfaction.

La quinzaine dernière, une collecte de solidarité avec les grévistes de Rhodia avait rapporté près de 1.800 F. Pourtant, le vendredi 10 mars, au meeting organisé par les syndicats, il y a peu de monde. Il faut dire qu'il avait été fixé par la C.G.T. à l'intérieur de l'usine, et pour les travailleurs, cela voulait dire d'avance que la C.G.T. escomptait peu de succès, d'autant plus que rien n'était proposé.

Mais la direction, elle, réagit, et son durcissement provoque des remous à l'usine : 2 délégués du personnel sont mis à pied, et 200 avertissements sont envoyés à des membres du personnel pour avoir participé au meeting. Les libertés syndicales sont atteintes, le mécontentement augmente, mais ce n'est pas essentiellement les sanctions qui en sont la cause.

Devant le refus de la direction de lever les sanctions, les trois organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T. et F.O. décident pour le mercredi 15 mars une grève de 24 heures, avec meeting le matin devant l'usine.

A ce meeting, les travailleurs, un peu déçus au début parce que peu nombreux, sont réconfortés quand tout le monde se retrouve devant la porte des mensuels : il y a de 600 à 800 personnes. Ceux qui rentrent — environ la moitié du personnel — sont un peu hués.

C'est le responsable F.O. qui prend d'abord la parole, pour manifester sa solidarité avec les Rhodiaceta, mais surtout pour dire que les travailleurs de Rhône-Poulenc ont leurs propres revendications, que la section F.O. estime : 20.000 AF par mois et la non-récupération des jours fériés, et que c'est à eux, à ce meeting, de décider de la continuation de la grève, parce qu'une journée ne suffit pas. La prise de parole est relativement applaudie, mais on attend ce que vont dire les autres. L'orateur de la C.F.D.T. ne propose rien mais se lance dans une violente diatribe contre les « traîtres » qui sont rentrés. Bon moyen, en vérité, pour les inciter à sortir, alors que bon nombre sont rentrés parce qu'ils ne croyaient pas en la réussite d'une seule journée de grève ; et, quant à perdre de l'argent pour rien, ils en avaient assez perdu l'an dernier.

L'orateur de la C.G.T. ne propose rien non plus, parce « qu'on n'est pas assez nombreux pour continuer la grève. Il faut rentrer le lendemain dans l'usine pour convaincre les autres. » Son discours fut applaudi, mais sans chaleur, d'autant plus qu'il avait terminé par un « adhérez à la C.G.T. » qui avait plutôt déplu.

Chacun reste sur sa forme, mais l'atmosphère, si elle est à l'insatisfaction, n'en est pas à dépasser la C.G.T. Pourtant des jeunes soutiennent l'orateur F.O. qui veut reprendre la parole pour demander aux travailleurs de décider sur la poursuite de la grève et les revendications, mais la C.G.T. lui refuse le micro.

Ensuite, le cortège va manifester dans les rues de Choisy, tradition des grèves de Rhône-Poulenc. Bon nombre de travailleurs l'abandonnent en route, mais il suffit quand même à bloquer les rues de Choisy. Un groupe de jeunes, en tête, portant des banderolles, scandent le mot d'ordre, « Continuons l'action », mot d'ordre bien repris, que deux bonzes staliniens s'efforcent de couvrir en hurlant au micro : « Des sous Poulenc » sur l'air des lampions.

Sur la place de l'église, un représentant de la C.G.T. reprend la parole pour répéter ce qu'il avait dit au meeting et ordonner la dispersion. Pourtant, les 200 manifestants qui restent hésitent à s'en aller, attendent quelque chose. Dans cette atmosphère, l'appel du responsable F.O., proposant la tenue d'un meeting pour le lendemain midi, afin de décider de continuer l'action, est apprécié, surtout par les jeunes.

A la suite de cela, une trentaine de travailleurs, syndiqués et non syndiqués, se mettent d'accord sur le texte d'un tract appelant au meeting le lendemain midi et à continuer la lutte.

Le lendemain midi, c'est-à-dire vendredi 17, il y a deux prises de parole, l'une F.O. et l'autre C.G.T.-C.F.D.T., chacun restant sur ses positions.

Vendredi soir, un tract C.G.T.-C.F.D.T.-F.O. appellent à une grève d'une heure le lundi matin 20 mars pour décider d'une grève de 24 heures le mardi.

A l'heure où nous écrivons, chacun dans l'usine attend la suite. D'habitude, une grève d'une heure n'est guère suivie. Les travailleurs ne croient pas à l'efficacité de ce type de mouvement.

Mais en fin de compte, la décision reste aux travailleurs de l'usine. Vont-ils passer outre à la volonté manifeste de la C.G.T. et de la C.F.D.T. de ne rien faire pour développer l'action dans l'entreprise ?

Un livret de travail pour les cadres

LES cadres à qui on tente de faire croire qu'ils ont une situation très privilégiée, qui les rendent solidaires des patrons, ont vu ces dernières années leurs positions se rapprocher de plus en plus de celles des autres travailleurs salariés. On a pu voir que le patronat les jugeait « finis » à quarante ans et particulièrement sujets au chômage. Nous avons l'occasion de juger, à l'aide de ce qui s'est passé récemment à Sud-Aviation, combien leurs conditions morales sont celles des exploités.

Il y a un mois et demi, la direction de Sud-Aviation Courbevoie faisait distribuer à chaque cadre une fiche à remplir dite « fiche d'orientation ». Cette fiche était d'ailleurs destinée à toutes les usines de cette société.

Si la première page n'ennuya personne (comportant le questionnaire habituel : nom, prénoms, etc...) les trois autres commencèrent à faire dresser les cheveux sur la tête à bon nombre de cadres. Non seulement on leur demandait s'ils étaient contents de leur travail, mais également de décrire leurs relations avec leurs chefs, collègues ou subordonnés, leur avis sur leur situation, leur salaire... Enfin, ces questions indiscrètes posées, chacun d'entre eux devait retrouver son supérieur direct, qui après entretien, mettait lui-même ses impressions et propositions. Le tout couronné, à la dernière page, par l'avis des instances supérieures ! Ce qui dénotait que la direction avait un sacré culot et cela un nombre important de cadres l'a ressenti. Le remplissage de la fiche devenait problématique.

Un groupe de 18 ingénieurs et cadres du département DE/L décidait de ne pas remplir ces fiches et de les rendre blanches, toutes ensembles au chef de service. Il est à noter que les syndicats ont une fois de plus montré leur « combativité », puisque aucun d'entre eux n'a pris position contre la fiche, la C.G.T. comme la C.F.D.T. lui trouvant des « côtés positifs », laissant ainsi les cadres se débrouilleur seuls, la C.G.C. conseillant de la remplir consciencieusement ! Ces positions des syndicats ne firent qu'encourager les chefs de service, qui par peur de heurts possibles avec les grands patrons si « leurs » cadres ne marchaient pas droit, menacèrent d'avertissement ceux qui ne rendaient pas la fiche, ou même en parlaient entre eux.

Pourtant, il apparaît que ces fiches, qui seront à remplir périodiquement (tous les deux ans) constitueront un dossier qui suivra chaque cadre tout au long de sa carrière à Sud-Aviation. Ce dossier sera confidentiel et ne sera jamais communiqué à l'intéressé.

Comme le faisait remarquer la « Voix Ouvrière » de Sud-Aviation Courbevoie « ... la seule orientation possible pour ces fiches est la poubelle car cela ressemble fort au tristement célèbre livret de travail qui suivait tout ouvrier au siècle dernier. Et encore ! Au siècle dernier on ne demandait pas au travailleur de collaborer avec ses exploiteurs, de se noter lui-même et de servir de mouchard bénévole ! »

• ECHOS DES ENTREPRISES

POUSSIERE A GOGO

Au vu et au su des autorités compétentes, une polisseuse à l'Atelier Central, continue quotidiennement à alimenter généreusement en poussières les ouvriers qui travaillent dans son entourage. Plein les poumons, plein les narines, c'est 9 heures de rang qu'il faut subir ce lent empoisonnement. Les aspirations fuient de partout et les poussières, au lieu de remplir les sacs, sont répandues dans l'atmosphère.

Fabriquer une nouvelle machine pour produire plus vite, construire de nouveaux bâtiments pour exploiter un plus grand nombre de travailleurs, ça ne pose pas de problèmes insolubles. Mais faire que nous puissions travailler dans des conditions minima d'hygiène, ça alors...

A défaut d'autre chose, voilà de quoi garantir pour l'année prochaine un aussi copieux rapport sur l'activité médicale à la Poly que celui publié cette année...

(Extrait de « la V.O. Polymécanique », Pantin, n° 17.)

CRIME DE « LESE-PARTI »

Dans le mensonge et la calomnie, le parti dit communiste ne recule devant aucune ineptie, ni aucune contradiction. Prétendre qu'à la fois nous appelons à l'abstention et que nous présentons des candidats : « Actuellement, dans les circonscriptions où le candidat U.N.R. est en difficulté », cela dans le même tract, ne gêne nullement ces « démocrates » mal destalinisés, et le ministère de l'Intérieur qui (nous)... apporte protection et soutien financier... », alors qu'aucune preuve ni aucun moyen de vérification ne sont donnés aux lecteurs de « l'Etincelle », cela illustre bien les méthodes du P.C.F. qui fait sienne la maxime du nazi Gœbbels : « Plus le mensonge est grand et mieux il risque de passer ». Quant à nous, nous pouvons prouver que ce ne sont pas les « groupuscules » trotskystes, mais le parti prétendu de la classe ouvrière, le P.C.F., qui quémande aide financière et protection du pouvoir. N'est-ce pas Benoît Frachon, dirigeant de la C.G.T., membre du Comité Central du P.C.F., qui, il y a quelques mois, réclamait un meilleur partage des subventions du gouvernement aux syndicats, parce que la C.G.T. n'avait reçu que 25 millions d'anciens francs alors que 250 millions étaient allés à la C.F.D.T. et autant à F.O. ?

Pas gênés encore, les rédacteurs de « l'Etincelle » de se prétendre « pour que toutes les organisations démocratiques s'expriment librement » et d'appeler en même temps les travailleurs à nous empêcher de nous exprimer.

Que, régulièrement, nous défendions sans mâcher nos mots, nos points de vue sur nos conditions de travail, nos luttes, et tout ce qui concerne nos intérêts de classe, cela sans passer par la censure des bonzes du P.C.F. « au-dessus de toute critique », voilà un « crime » que ne peuvent supporter les militants du P.C.F... surtout en période électorale.

Mais, n'en déplaise à ceux-ci, nous n'avons pas l'intention d'abandonner la tâche que nous nous sommes fixée : reconstruire un véritable parti de la classe ouvrière, un véritable parti communiste.

(Extrait de « la V.O. Polymécanique », Pantin, n° 17.)

LE TRAVAIL QUI MUTILE

Dernièrement, en Mécanique-Nord-Culbuteur 404, un de nos camarades a eu le pouce amputé par sa machine. La Direction, pour une fois, n'a pas raconté des histoires pour cet accident, qui est le quatrième, paraît-il, qui se produit à ce poste. Ce n'est donc pas, comme le dit toujours le patron, la faute à l'ouvrier qui ne fait pas attention ou qui ne respecte pas les consignes de sécurité. C'est uniquement la faute de la Direction qui impose aux machines et aux hommes une cadence infernale. Les machines tiennent, nous pas. Bien vite, nous ne pouvons contrôler suffisamment nos gestes. Pour faire la même production, Peugeot peut installer deux machines identiques avec protection, ce qui diminue la cadence de moitié. Le prix ? C'est l'affaire de Peugeot. Nous, nous ne voulons pas d'un cinquième accident. Nous devons refuser d'occuper ce poste sans céder aux pressions du patron.

(Extrait de « la V.O. Peugeot » - Sochaux, n° 105.)

VOIX OUVRIERE

29, rue de Château-Landon, Paris X^e^
Abonnement 6 mois : 10 F au nom de Maurice Schrœdt.
C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication : M. SCHRŒDT
Distribué par les N.M.P.P.
Imp. « E.P. », 232, r. de Charenton, PARIS-12^e^

Liste des entreprises où parait une "Voix Ouvrière"

Nous ne pouvons faire paraître des informations de toutes les entreprises où paraissent des « Voix Ouvrière ». Toutefois, nous en communiquons la liste complète pour que ceux qui seraient plus particulièrement intéressés par l'une d'entre elles puissent nous en faire la demande.

En voici la liste :

AERONAUTIQUE :
SNECMA Kellermann — Paris XIII^e^
SNECMA — Gennevilliers
HISPANO-SUIZA — Bois-colombes (Seine)
SUD-AVIATION — Courbevoie

AUTOMOBILES :
BERLIET — Lyon-Vénisieux
CHAUSSON — Gennevilliers (Seine)
CHAUSSON — Asnières (Seine)
CITROEN — Usines Levallois et quai de Javel
PANHARD — Paris
GENEVE — Ivry (Seine)
PEUGEOT — Sochaux
RENAULT — Billancourt, 4 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine
R.N.U.R. — Général
R.N.U.R. — Bâtiment C
R.N.U.R. — Bureaux
R.N.U.R. — Département 37
SFA (Indenor) — Dijon
RENAULT — Flins

METALLURGIE :
Aciéries et Forges de la Loire C.A.F.L. Saint-Chamond
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE — Saint-Nazaire
OLIER — Clermont-Ferrand
NEYRPIC — Grenoble
BOURGOGNE ELECTRONIQUE — Dijon
BRONZAVIA — Courbevoie
CABLES DE LYON — Lyon
C.I.T. — Paris-15^e^
Cie des COMPTEURS de Montrouge (Seine)
LA POLYMECANIQUE — Pantin
C.S.F. — Levallois (Seine)
CSF — Issy-les-Moulineaux
THOMSON — Gennevilliers (Seine)

CHIMIE ET CAOUTCHOUC :
KODAK — Vincennes
RHONE-POULENC — Vitry (Seine)
ROUSSEL UCLAF — Romainville (Seine)
Raffinerie ANTAR — Donges (Loire-Atlantique)
L'OREAL — Aulnay-sous-Bois
MICHELIN — Clermont-Ferrand
MICHELIN — Bourges
RHODIACETA — Lyon-Vaise

SERVICES ET DIVERS :
AIR-FRANCE — Ateliers Orly-Nord (Seine)
AIR-FRANCE — Blanqui, Paris-13^e^
ASSISTANCE PUBLIQUE (Hôpital Necker — Enfants - Malades
ASSURANCES GENERALES — Siège Paris
ASSURANCES GENERALES — Drouot
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES — rue Viala, Paris-15^e^
CHEMINOTS — Gare de Lyon
Imprimerie DESFOSSES — Issy-les-Moulineaux
CREDIT LYONNAIS — Siège central Paris
CREDIT LYONNAIS — Levallois
CAISSE REGIONALE DE SECURITE SOCIALE PARISIENNE — Rue de Flandre, Paris.
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE — Paris
QUAIS ET DOCKS — Marseille
CHEMINOTS — Gare du Nord — La Plaine-Landy
URBAINE ET LA SEINE — Paris
MINES — Bassin du Douaisis - Mine d'Aniche

LE LOGEMENT DE LA CLASSE OUVRIÈRE

LES problèmes du logement paraissent paradoxaux lorsqu'on voit, à Paris, la presse constater que le nombre de logements invendus va croissant. En un an, ce nombre a presque triplé dans la Région Parisienne. De septembre à octobre dernier, « il est passé de 8.945 à 10.625, soit un progrès de près de 19 %. Le parc inutilisé permettrait, dès à présent, de loger quelque 50.000 Parisiens ou banlieusards. » (**Le Monde** du 3 mars 1967).

De quoi se plaignent donc les travailleurs dépourvus de logement ou mal logés ? Voilà des appartements neufs ! Mais une remarque, ajoutée par le journaliste, éclaire mieux le problème : « la mévente est particulièrement grave dans la gamme de prix allant de 1.300 à 1.499 F le mètre carré. »

Car c'est en effet une question de prix, bien que la plupart des journalistes passent cet aspect-là sous silence. A l'heure actuelle, dans la Région Parisienne, un logement neuf pour une famille moyenne coûte au moins 8 millions d'anciens francs. Ce ne sont pas des travailleurs qui possèdent un tel capital. Le crédit se fait sur 20 ou 30 ans, et avec un intérêt de 5 % en moyenne, ce qui est un taux relativement bas, les 8 millions se retrouvent doublés.

Si l'on tient compte des frais d'installation et des charges de logement, c'est donc le salaire de toute sa vie qu'un travailleur devrait consacrer rien que pour se loger en « toute propriété », à l'heure actuelle et en admettant que ce salaire soit de l'ordre de 800 F par mois, ce qui est loin d'être le cas de la majorité.

« L'accès à la propriété » reste une utopie pour les travailleurs, comme il l'a toujours été. Le logement est une marchandise dans la société capitaliste, dont le prix est beaucoup trop élevé dans les conditions actuelles de sa production (une révolution technique qui en permettrait « l'industrialisation » pourrait évidemment la rendre plus abordable) pour que les salariés puissent se permettre de l'acquérir. La part de leur capital que les patrons versent aux ouvriers sous forme de salaire permet à ces derniers d'acheter nourriture et habillement — modestes d'ailleurs, mais d'en acheter tout de même — mais leur interdit l'acquisition de la marchandise-logement.

Il en est ainsi depuis le début du capitalisme, et dans le monde entier. Le taudis a été la règle pour le travailleur du XIX^{e} siècle et des débuts du XX^{e} siècle, et si la situation des ouvriers qualifiés, de la maîtrise est meilleure aujourd'hui, la grande majorité des habitations ouvrières relève toujours du taudis, dans les conditions de la deuxième moitié du XX^{e} siècle. L'absence du confort, certes en est caractéristique, mais même l'absence des simples normes d'hygiène est bien plus frappante.

On peut se demander pourquoi, cependant, la construction à but locatif ne permet pas d'assurer des logements corrects aux travailleurs. La loi du profit capitaliste joue là aussi, car l'investisseur cherche avant tout les placements susceptibles de lui assurer un taux de profit au moins aussi intéressant que celui qu'il pourrait trouver dans d'autres branches de l'économie. Son investissement doit être rentable, et pour cela, les loyers doivent être très élevés, vu la taille importante du capital qu'il faut engager dans la construction.

On n'a donc construit que pour les classes riches capables de payer de tels loyers, et cela est vrai de tous les pays capitalistes. Les capitaux privés n'ont aucun intérêt à s'engager dans la construction « à loyer modéré ». Aussi les travailleurs, de tout temps, n'ont-ils trouvé à se loger que dans les appartements anciens, déjà amortis par leurs précédents occupants bourgeois. En 1964, l'âge moyen des constructions en France était de 114 ans et, malgré le relatif essor récent, il n'a pas dû baisser énormément. Ces logements sont amortis depuis bien longtemps. Et les loyers que les occupants actuels payent sont dûs à une spéculation immobilière effrénée, aggravée en France par la pure et simple pénurie de logements, même chers, du moins jusqu'à ces dernières années.

En effet, à la crise congénitale du logement ouvrier en système capitaliste, la France ajoute une crise particulière liée aux destructions causées par deux guerres mondiales.

Après la guerre de 1914-18, l'Etat intervint dans le problème des loyers par une politique de blocage. En effet, il lui fallait éviter des pressions revendicatives dans le domaine des salaires et la part consacrée au loyer dans ces derniers rendait le problème aigu pour les travailleurs.

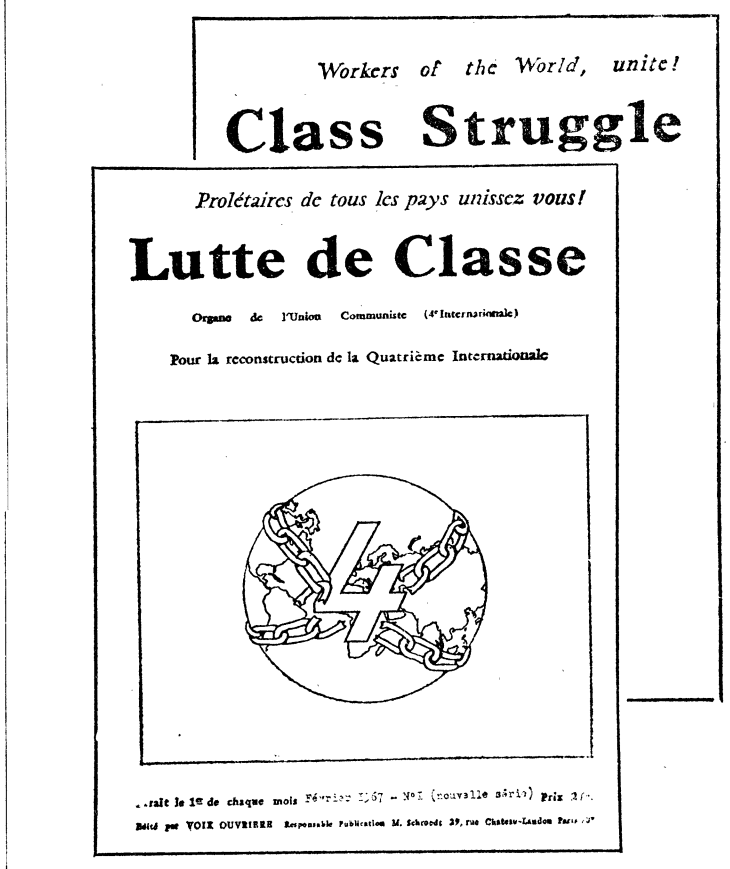
Mais ce blocage qui intervint à partir de 1920, eut un effet désastreux à long terme : les capitaux ne s'investirent plus dans la construction — même destinée aux consommateurs riches. Ce qui eut pour résultat de bloquer la rotation habituelle des quartiers résidentiels et des quartiers ouvriers, la bourgeoisie se maintenant dans ses logements, même vieux.

La guerre joua le même rôle, par des destructions massives qu'elle causa : elle provoqua un retard considérable dans l'évolution « normale » de l'habitat urbain.

Le phénomène demeure. Malgré le déblocage des loyers des constructions neuves en 1948, les capitaux ayant « perdu confiance » ne s'engagèrent plus que dans la construction de luxe destinée à la vente en copropriété. On ne peut pas envisager que des groupes capitalistes se lancent dans la construction d'un vaste réseau de logements ouvriers : seul l'Etat pourrait le faire et il faudrait pour cela qu'il en admette la nécessité, indépendamment de toute question de rentabilité. Les constructions HLM, HBM... sont des tentatives dans ce sens. Mais outre que les loyers en sont plus à la portée d'une aristocratie ouvrière, d'une couche d'employés et de fonctionnaires, que de la grande masse des travailleurs, leur nombre est loin d'être à la mesure des besoins. Les dépenses militaires de l'Etat français (pas seulement de Gaulle et l'armement atomique ; les vingt années de guerres coloniales ont pesé lourdement sur son budget), sont telles qu'il n'y a guère d'espoir qu'il puisse prendre à sa charge le vaste programme nécessaire dans ce domaine.

Dans cette société il est impossible de résoudre ce problème. Le taudis pour la majorité des travailleurs et les métropoles déshumanisées sont la règle capitaliste. A moins de la révolution technique dont nous parlions plus haut, c'est la révolution sociale qui pourra offrir aux producteurs des logements dignes du XX^{e} siècle dans des villes humaines.

Anne FOURVIERE.


Workers of the World, unite!

Class Struggle

Prolétaires de tous les pays unissez vous!

Lutte de Classe

Organe de l'Union Communiste (4e Internationale)

Pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

...rait le 1er de chaque mois Février 1967 - No1 (nouvelle série) Prix 2/-

Edité par VOIX OUVRIERE Responsable Publication M. Schroedt 39, rue Chateau-Landon Paris-10e

Le numéro 2 de la « Lutte de classe », numéro de mars, est paru. Au sommaire :

— les élections législatives de mars ;

— de la double nature des « partis staliniens » de masse ;

— les origines de la dégénérescence de la IV^{e} Internationale ;

— Amérique latine : le parti révolutionnaire et les guerillas paysannes.

Nos lecteurs peuvent se procurer la « Lutte de classe » auprès de nos vendeurs et à nos permanences.

PERMANENCES

● **PARIS :**

V^{e} arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, **tous les samedis, de 15 à 17 h.**

X^{e} arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, le **samedi de 16 h à 20 h, 29,** rue Château-Landon, Paris-10^{e}.

XI^{e} arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, le mercredi, de 17 h 30 à 19 h.

XIII^{e} arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le **jeudi, de 17 à 19 heures.**

XIV^{e} arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : **le mercredi, de 18 h 30 à 19 h 30.**

XV^{e} arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.**

XVIII^{e} arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, **le mardi, de 17 h 30 à 19 heures.**

● **BANLIEUE :**

AULNAY-S/BOIS. — Café « Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la Gare), **tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.**

BOULOGNE - BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 115, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), **jeudis, de 18 h à 19 h,** au lieu **de 17 h 30 à 19 h.**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), le **vendredi de 17 h 30 à 19 h.**

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet - rue A.-France), **tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.**

● **PROVINCE :**

BESANÇON. — Café chez MARLIN, chemin des Près-de-Vaux, **tous les jeudis à partir de 4 heures du matin.**

— « Café le National », quai de Strasbourg, **tous les jeudis de 17 h à 19 h.**

BORDEAUX. — Café « le Régent », cours Victor-Hugo, **tous les jeudis, de 18 h à 19 h 30.**

LYON. — Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le **samedi, de 17 h à 20 h.**

BOURGES. — Café-Tabac-Bar, 22, rue Henri-Laudier (près gare), **les jeudis 23 mars et 6 avril de 19 h à 20 h.**

BRIVE. — Café du Musée, boulevard du Salan, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

CLERMONT-FERRAND : « Café de France », 22, place Delille, **les jeudis, de 17 h à 19 h.**

DIJON. — Café « La Renaissance, rue Chabot-Charnoy, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE. — « Café d'Autrans », 5, cours Berriat, **tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.**

— Café « Le Normandy », place Grenette, **tous les jeudis, de 15 à 17 heures.**

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, **tous les mercredis, de 15 h à 16 h 30.**

— Café « Les Etats-Unis », 137, avenue du Pr-Beauvisage, Lyon-8^{e}, **le mercredi, de 18 h à 19 h.**

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. d'Aix), **les jeudis 23 mars et 6 avril de 8 h à 20 h.**

ROUEN. — Café « Le Bretagne », place du Vieux-Marché, **tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-CHAMOND. — Bar-restaurant Marius Russias, 4, rue Gambetta, **le vendredi, de 18 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-ETIENNE. — Café « Ambiance-Bar », 2, rue des Tréfileries, **le jeudi, de 15 h à 16 h.**

SAINT-NAZAIRE. — Café « Paris-Sports », place Marceau, **le samedi, de 16 h à 17 h.**

SOCHAUX. — Café de la Gare, **vendredi 31 mars 1967, de 13 h à 14 h.**

TOULOUSE. — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**